

CONTRIBUTION AU BILAN DU PREMIER CONGRÈS DU NPA

par la position 4

Le premier congrès de notre parti s'est tenu dans un contexte marqué par la poursuite de la crise du capitalisme, le mouvement historique contre la réforme des retraites en France et par la vague de processus révolutionnaires qui traverse les pays arabes. Le soulèvement du prolétariat et du peuple de ces pays contre la vie chère, le chômage et la dictature soutenue par les impérialistes a rencontré un vif écho parmi les délégués, comme en a témoigné le meeting organisé le vendredi soir avec des militants tunisiens et égyptiens. Mais le congrès n'a pas su en tirer vraiment les conséquences sur le programme à mettre en avant, la politique à développer et le type de parti à construire.

La position 1 : crise d'une orientation hésitante, en conflit avec la réalité de la lutte des classes qui exige de choisir entre réforme et révolution

Un non-bilan

Pour préparer correctement l'avenir, il faut commencer par tirer le bilan du passé. Or, la direction s'est bornée à faire un récit factuel de l'activité du NPA depuis deux ans sans en tirer aucune conclusion politique. Pourquoi notre parti a-t-il perdu plusieurs milliers d'adhérents dans un contexte marqué par la crise du capitalisme et le développement des luttes ? Pourquoi a-t-il subi des revers électoraux ? Pourquoi le Front de Gauche est-il en mesure de lui faire de l'ombre ? Pourquoi a-t-il toujours une implantation très faible dans les secteurs stratégiques du prolétariat ? Pourquoi n'avons-nous pas réussi à attirer vers nous au moins une partie de l'avant-garde du mouvement de l'automne ? Aucune tentative de réponse à ces questions. Le ton était donné : la P1 proposait de continuer comme avant.

« Transition démocratique » en Tunisie et « transition écologique et sociale » en France, ou gouvernement des travailleurs ? Il faut choisir !

Sur la crise, la P1, alliée à la P3, a là aussi esquivé le débat. Tout en dénonçant enfin le keynésianisme, elle a défendu son texte dont l'axe est un illusoire programme de réformes du capitalisme à réaliser par un illusoire « gouvernement au service de la population » (la « transition écologique et sociale »), qui ne serait pas un gouvernement des travailleurs eux-mêmes. En France, cela revient à ne pas se délimiter clairement du PG qui parle d'un « gouvernement de gauche » capable « d'imposer une véritable politique de transformation sociale et écologique » ou encore « des mesures d'urgence ». En Tunisie ou en Égypte, les classes dominantes veulent imposer une prétendue « transition démocratique » pour poursuivre l'exploitation et l'oppression. Que leur opposons-nous ? Le cartel P1-P3 reste muet, croyant pouvoir encore faire le grand écart entre, d'une part, un communiqué signé par le NPA avec le PS (à l'Internationale duquel le parti de Ben Ali appartenait jusqu'au 17 janvier 2011 et celui de Moubarak jusqu'au 31 janvier), le PG, le PCF et EE, plaidant pour une « véritable transition démocratique » et, d'autre part, les formules de TEAN qui parlent de « tout le pouvoir au peuple révolutionnaire : pour un gouvernement des travailleurs ».

Est-ce bien « raisonnable » ?

La P1 a présenté son orientation comme point d'équilibre du parti entre la P3 trop sensible aux sirènes du Front de Gauche et la P2 — à plus forte raison la P4 — prétendument isolationnistes. Il faudrait critiquer le Front de Gauche, mais pas trop, défendre un programme de rupture, mais pas trop brutal, ne pas tracer de priorité entre luttes et élections, etc. Elle a donc appelé les délégués à se rallier à ce choix « raisonnable », tout en fêtant le soir les processus révolutionnaires en cours. Pourtant, il faut choisir : appeler à la raison les travailleurs et les peuples de Tunisie et d'Égypte qui se soulèvent ou bien leur proposer une orientation pour détruire jusqu'au bout le régime, développer leurs propres organes de pouvoir et exproprier le capital. L'expérience du NPA depuis deux ans et sa crise elle-même montrent qu'on ne peut pas construire un parti anticapitaliste sans trancher les questions programmatiques et stratégiques décisives, sans se donner des priorités claires. La direction est d'autant plus irresponsable de ne pas le faire qu'elle est devenue minoritaire dans le parti, puisque la P1 n'a recueilli que 40,8% des voix dans les AG électives et aurait donc dû s'efforcer de construire une majorité par de vraies décisions.

La position 3 : risque de la dilution dans le Front de Gauche

La P3 présentait des textes largement communs avec la P1, « nos réponses à la crise » et de grandes parties du texte

d'orientation. Elle se distingue de la P1 en proposant un front politique et social permanent avec les antilibéraux, c'est-à-dire les réformistes du Front de Gauche. En particulier, la P3 a combattu ouvertement contre l'axe d'un « gouvernement des travailleurs ». L'expérience du Limousin montre où mène une telle orientation : un an après les élections régionales, elle s'est déjà soldée par l'abstention de l'un des deux conseillers régionaux du NPA sur le budget capitaliste du PS. À Aubervilliers, des responsables de la P3 promeuvent une alliance PCF-PG-NPA-Fase pour les cantonales, qui revendique dans un « tract unitaire » plus de moyens pour la police nationale¹. Cette logique ne peut objectivement conduire qu'à rompre avec l'anticapitalisme lui-même. À l'issue du congrès, une partie des dirigeants de la P3 ont décidé de quitter le NPA pour rejoindre le Front de Gauche. Quant aux camarades séduits par l'orientation de la P3 en raison d'une vision pessimiste des capacités du prolétariat à imposer sa volonté sur le terrain de la lutte des classes, le soulèvement des masses en Tunisie, puis en Égypte, balayant les dictateurs, ébranlant les régimes, s'étendant maintenant à la Libye avec l'armement du peuple contre une répression monstrueuse, à Bahreïn, voire au Maroc, devrait lever leurs doutes et les conduire à rompre avec la P3. Tout comme le fait que les forces avec lesquelles ils proposent de s'allier sont les mêmes qui se sont opposées à la grève générale en France cet automne, avec les directions syndicales, et qui ont couvert dans le cadre des gouvernements de Mitterrand ou de Jospin la politique très amicale à l'égard de dictateurs comme Ben Ali.

La position 2 : un discours lutte de classes mais un refus de se présenter comme une direction alternative avec une orientation révolutionnaire

Face à l'orientation à tendance réformiste des P1-P3, la P2 avait mené pendant les AG électives un combat assez frontal. Mais pendant les trois jours de congrès, la P2 a oscillé. Elle a développé une orientation luttés de classe, tout en proposant à la P1, ou en tous les cas à la gauche de la P1, de diriger le parti en commun sur des bases minimales confuses, au lieu de se présenter en direction alternative proposant une orientation révolutionnaire.

Le texte P1-P3 sur la crise cède-t-il, oui ou non, à une logique réformiste ?

Son rapporteur sur la crise a d'abord expliqué que la P2 avait choisi de ne pas amender le texte de la P1-P3, car celui-ci fait l'impasse sur la destruction de l'État et tend à proposer un bon gouvernement de gauche « au service de la population », réalisant des réformes raisonnables, au lieu d'avoir pour axe la question du pouvoir des travailleurs eux-mêmes et du socialisme posée à partir des luttes actuelles. Mais il a ensuite proposé à la P1-P3 de commencer à travailler dès ce congrès à une brochure commune sur la crise, prenant le meilleur des deux textes (P1-P3 et P2), chose pourtant impossible selon la première partie de son discours. De même, lors de la conclusion sur la crise, le dimanche, le camarade de la P2 a répondu à l'interpellation de la P3 en disant qu'il n'y avait pas, selon lui, de grandes différences entre le texte P1-P3 et celui de la P2 !

La P1 a-t-elle, oui ou non, renoncé à construire un parti révolutionnaire ayant pour axe stratégique la grève générale et le gouvernement des travailleurs ?

Sur l'orientation, le rapporteur de la P2 s'est livré à un exercice d'équilibriste. D'un côté, il a repris les critiques de la P2 contre la P1 : électoralisme, refus de délimitation par rapport au Front de Gauche et aux directions syndicales, absence d'efforts sérieux pour une implantation ouvrière, importance insuffisante accordée à l'auto-organisation, recul sur l'hypothèse de la grève générale comme moyen de transformer de façon révolutionnaire la société, etc. De l'autre, il a dit : sur tout cela, nous sommes d'accord, puisque ce sont les principes fondateurs ; nous pouvons donc faire ensemble une nouvelle majorité, rassemblée sur un appel du congrès. La P2 croit pouvoir résoudre les difficultés du NPA en revenant aux principes fondateurs, alors que l'impasse actuelle du NPA prend ses racines dans leurs ambiguïtés, dans le refus de définir une stratégie de pouvoir clair et de construire un parti révolutionnaire, militant et implanté dans le prolétariat.

Position 4 : pour un NPA prolétarien, communiste et révolutionnaire

Comme dans les AG électives, nous avons défendu une orientation révolutionnaire, alternative à celle des P1-P3. Mais nous avons aussi appelé la P2 à aller jusqu'au bout de la logique de ses textes, lui avons proposé de faire bloc pour un appel révolutionnaire du congrès et l'avons invitée à construire une grande tendance pour rendre enfin majoritaire dans le parti une orientation révolutionnaire.

¹ Extraits du tract : « *La police municipale ne doit en aucun cas être un palliatif aux manques de la police nationale. Or, le nombre de policiers affectés à notre ville est insuffisant. Les actions de la municipalité pour améliorer la prévention ne doivent pas conduire l'État à réduire son action, bien au contraire. La police de proximité, qui a autant un rôle de prévention que de répression, devrait être rétablie.* »

Mettre le NPA à l'heure de Tunis, du Caire et de Benghazi

Nous avons rappelé que la crise actuelle est une crise du capitalisme, qu'elle ne peut être résolue dans le cadre du capitalisme qu'au prix d'immenses souffrances pour les masses, que la seule façon pour les travailleurs de ne pas payer la crise, c'est de conquérir le pouvoir politique. C'est pourquoi il faut développer un programme de transition, dont l'axe est d'aider les travailleurs à comprendre par leur propre expérience qu'ils ne peuvent satisfaire pleinement et durablement leurs revendications sans instaurer leur propre gouvernement.

Les processus révolutionnaires en cours dans les pays arabes, en gestation depuis des années, mais que la crise a fait éclater en provoquant une hausse des prix des produits de première nécessité, annoncent les événements auxquels il nous faut préparer l'avant-garde par une intervention politique audacieuse dans les luttes quotidiennes. Les classes dominantes, appuyées sur l'armée, veulent maintenir ces régimes honnis en concédant un ravalement de façade. Seuls les prolétaires peuvent, en développant leur auto-défense et les comités qu'ils ont commencé à mettre en place, faire tomber les régimes honnis, imposer une Assemblée constituante en développant leurs propres organes d'auto-organisation, ouvrant ainsi la voie à leur propre pouvoir. En outre, les travailleurs et les jeunes ne se sont pas simplement soulevés contre la dictature soutenue par l'impérialisme, mais aussi contre la précarité, le chômage et la vie chère. Le programme que nous défendons ne peut donc pas se limiter aux revendications immédiates, mais doit les articuler à l'expropriation sans indemnité ni rachat et sous le contrôle des travailleurs des grandes entreprises nationales et impérialistes non seulement de la finance, mais aussi de l'industrie et des services, condition pour qu'un gouvernement des travailleurs auto-organisés puissent commencer à réorganiser l'économie au service des besoins humains.

Ces processus, en particulier celui de l'Égypte, ainsi que le mouvement contre la réforme des retraites en France, confirment également le retour de la classe ouvrière sur le devant de la scène de la lutte de classe internationale. Ceci rend impérieuse la nécessité d'implanter le parti dans les secteurs stratégiques du prolétariat et d'avoir un nombre de plus en plus important d'ouvriers dans nos rangs, de la base au sommet.

Rassembler dans la clarté pour une majorité révolutionnaire

Nous avons proposé aux camarades de la P2 de rédiger en commun un projet d'appel du congrès. Ils ne nous ont pas répondu. Nous avons relevé les points positifs de leur projet : refus d'attendre 2012, volonté de s'appuyer sur les processus révolutionnaire des pays arabes, axe stratégique de la grève générale, proposition de campagnes du NPA liées aux besoins des travailleurs. Mais nous avons aussi indiqué certaines limites stratégiques du texte : il se délimite par rapport au PS, mais non par rapport au Front de Gauche ; il ne dit pas que la volonté des directions syndicales dans le mouvement des retraites a été tournée contre le retrait et contre la grève générale ; il ne propose pas d'intervention organisée dans les syndicats et la mise sur pied d'un courant intersyndical luttes de classes antibureaucratique ; il n'articule pas assez les campagnes proposées et la conquête du pouvoir politique ; enfin, il ne dit pas que les travailleurs et les jeunes ont besoin d'un parti révolutionnaire. Cependant, nous avons estimé que, dans le contexte de crise du parti et d'impasse du congrès, les points positifs l'emportaient sur les faiblesses et nous avons voté et appelé à voter sans conditions pour le projet d'appel des camarades de la P2.

Religion, féminisme, laïcité

Le NPA est divisé en deux parties à peu près égales sur la question de savoir s'il est légitime ou non de présenter aux élections un-e militant-e arborant des signes religieux visibles. Les deux principales positions en présence ont d'abord proposé au congrès de trancher. La position voulant interdire la candidature de militant-e portant un signe religieux visible a été mise en minorité (122 pour, 124 contre) ; la tentative de conditionner une telle candidature à l'accord d'une majorité des 2/3 du CPN a été fort rejetée par 109 voix contre 169 pour que ce soit à la majorité simple. Cela a provoqué un violent conflit au sein même de la P1 et de la P3, des éclats de voix, des camarades montant à la tribune, puis une demande d'interruption de séance. Finalement, on a fait revoter le congrès deux fois jusqu'à ce qu'une motion se prononçant pour une conférence nationale, d'abord rejetée, soit au bout du compte majoritaire (175 pour, 113 contre). Ce procédé n'est pas acceptable : vu le résultat des AG électives, on peut comprendre le souhait de ne pas couper en deux le parti sur cette question, mais en ce cas il fallait d'emblée décider que le congrès ne se prononce pas et convoquer une conférence nationale, au lieu de le faire après les votes au motif qu'ils n'ont pas satisfait la majorité de la direction ! Cela ne pouvait qu'aggraver la crise et nous faire perdre un temps précieux, obligeant à bâcler les votes suivants. Mais ici comme ailleurs le problème est de se donner des priorités de construction en misant sur l'intervention dans la lutte de classes. C'est à cette condition qu'on pourra aborder dans des meilleures conditions certaines questions qui font l'objet de clivages importants.

Une victoire de la démocratie : la base du parti a clairement rejeté la motion CRI/CLAIRE

Depuis la fondation du parti, la direction s'était acharnée contre la Tendence CLAIRE. Mais sa campagne contre la TC visait aussi à isoler la position 4 dans son ensemble et à intimider toute la gauche du parti pour la dissuader de se constituer en tendance. Pour faire passer sa motion qui revenait à exclure la TC, elle n'a pas hésité à envoyer un dossier à charge avant les premières AG électives, sans envoyer la réponse de la TC à ces accusations sans fondements. Pris de panique par la déroute de sa motion le premier week-end des AG, elle avait alors appelé au NPPV, espérant ôter toute portée à la motion. Sans succès. C'est pourquoi elle a dû renoncer à soumettre sa motion au congrès, tant le vote de la base a été net : 63,6% contre, 36,4% pour, une fois retranchés les abstentions et NPPV (minoritaires). La vitalité démocratique à la base du parti, notamment dans la P2 mais aussi dans les autres, aura eu raison de l'acharnement de la direction contre la Tendence CLAIRE. La démocratie étant au cœur de notre projet d'émancipation, c'est rassurant sur la santé du parti.

La direction a dû aussi reculer sur la modification des statuts

Les rapporteurs sur les statuts ont proposé d'entériner le vote positif des AG électives. Mais un camarade de Renault-Cléon a protesté : le congrès est souverain, on ne peut pas escamoter le débat. Un autre camarade voulait soumettre un amendement sur la rémunération des permanents et les indemnités des élus. Finalement, la direction a dû reculer par crainte d'une nouvelle crise, suite à celle du matin autour de la question du foulard, perdant ainsi sa dernière arme pour faire taire les oppositions, celle de l'exclusion collective d'un comité par le CPN.

Crise au sein de la position 1

La P1, déjà tiraillée par des tensions politiques internes, a été secouée par une autre violente crise au moment de l'établissement des listes de chaque plateforme pour le nouveau CPN. Alors qu'elle disposait de 70% des postes dans le CPN sortant, qui comptait lui-même 192 membres, elle n'en a plus que 42% d'un CPN réduit à 161 membres. Il lui a donc fallu faire une cure d'amaigrissement que les membres du CE, en majorité parisiens ont essayé de faire payer aux provinciaux, lesquels se sont révoltés contre des méthodes qu'ils ont jugées « inacceptables ».

Notre parti est à la croisée des chemins : Restera-t-il sans orientation ? Ou bien serons-nous capables d'en faire un parti prolétarien, communiste et révolutionnaire ?

Contrairement à ce que prétendent les médias bourgeois, le NPA est loin d'être mort en tant que parti. Les nombreux appels à rompre l'isolement montrent bien que dans le fond la bourgeoisie en est consciente et préférerait avoir un énième parti de la « gauche de la gauche », intégré au régime, plutôt qu'un parti qui pourrait devenir une alternative pour des milliers de travailleurs et de jeunes le jour où la vague révolutionnaire touchera la France. Mais le congrès n'a pas permis de sortir de la crise, due à l'impasse stratégique dans laquelle il se trouve. Son échec a manifesté la perte d'autorité d'une direction incapable de s'orienter dans la nouvelle situation. Le renforcement de la P2 (97 voix au congrès, soit 27,7 % et 45 membres au CPN) et les résultats honorables de notre petite P4 en butte à l'hostilité acharnée de la direction (13 voix au congrès, soit 3,7% et 6 membres au CPN) ont confirmé qu'un large secteur militant est conscient de la nécessité de réorienter le parti sur une voie révolutionnaire. Mais les hésitations des dirigeants de la P2 ralentissent cette évolution. Nous leur proposons une nouvelle fois d'ouvrir la discussion en vue d'une grande tendance révolutionnaire, en espérant qu'ils répondent enfin favorablement après l'échec du congrès. Pour notre part, nous continuerons de lutter pour un parti prolétarien, communiste et révolutionnaire, avec toutes celles et tous ceux qui partagent cet objectif. Nous sommes convaincus que l'orientation révolutionnaire correspond aux besoins de la mobilisation des masses en réponse à la crise. Elle a commencé par la grève générale semi-insurrectionnelle en Guadeloupe et en Martinique, elle s'est prolongée par les luttes contre les licenciements en France, les journées de grève générale et la tentative d'occupation du Parlement en Grèce, des mobilisations importantes dans de nombreux pays, le mouvement historique contre la réforme des retraites en France. Aujourd'hui, elle connaît un saut qualitatif avec les processus révolutionnaires en cours dans les pays arabes. Nous sommes persuadés qu'il est possible de gagner des milliers de travailleurs, de précaires, de chômeurs et de jeunes radicalisés pour un NPA révolutionnaire. En avant !

Paris, le 25 février 2011